

(Centrales à gaz:) sécurité d'approvisionnement, mais hausse des émissions de CO2

20.04.2011

D'un coup d'oeil

Le retard apporté au remplacement des centrales nucléaires à cause de la suspension du processus d'autorisation générale se traduit nécessairement par une aggravation de la situation de la Suisse en matière d'approvisionnement électrique. Une menace de pénurie nous guette à l'horizon de 2020. Le goulet se dessine aujourd'hui déjà si l'on songe qu'en janvier dernier, c'est-à-dire dans la période de l'année où elle en a le plus besoin, la Suisse a dû importer 15% de son électricité.

Il n'y a à ce jour aucune analyse de ce que cette situation signifie pour la Suisse et la manière dont elle se doit d'y réagir. L'Office fédéral de l'énergie (OFEN) a pour tâche de proposer des solutions qui ne remettent pas en question la sécurité de l'approvisionnement. Importer davantage n'est pas une solution, puisque les besoins de nos voisins en électricité ne cessent d'augmenter eux aussi. En Suisse même, la demande va continuer de croître: en 2010, par exemple, elle a progressé de 4% malgré la stabilisation de la consommation par habitant. A propos de stabilisation, relevons que l'économie a fourni une contribution remarquable, dans la mesure où les mesures volontaires des entreprises rattachées à l'Agence de l'énergie pour l'économie ont permis d'économiser chaque année quelque 800 GWh.

Dans tous les cas de figure, economiesuisse estime que d'ici à 2020, de nouvelles grandes centrales devront être construites à brève échéance. Si la suspension de la procédure d'autorisation générale pour de nouvelles centrales nucléaires ne peut cesser rapidement, on ne pourra éviter de construire au moins trois centrales à gaz à cycle combiné. Ces usines aggraveraient sensiblement les émissions de gaz à effet de serre de la Suisse et seraient tout sauf anodines du point de vue de notre politique climatique. La Suisse produirait ainsi quelque 1,2 million de tonnes supplémentaires de CO₂ par année et devrait prévoir des compensations correspondantes, principalement à l'étranger. Pour pouvoir couvrir nos besoins tout en respectant les impératifs de la politique climatique, nous devons continuer de porter nos efforts sur l'efficacité énergétique et accroître la production d'électricité. Cet ambitieux objectif exige de tous les acteurs concernés une collaboration constructive, fondée sur des réalités concrètes.